



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Rapport-parlementaire-sur-les-couts-du-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > "Nucléaire bon marché" : la fin du mythe > **Rapport parlementaire sur les coûts du nucléaire : un état des lieux sans concessions**

11 juin 2014

Rapport parlementaire sur les coûts du nucléaire : un état des lieux sans concessions

Mardi 10 juin 2014, les députés Denis Baupin et François Brottes ont rendu public un rapport parlementaire sur les coûts de la filière nucléaire qui vient confirmer les conclusions de la Cour des Comptes. Largement documenté, il dresse un inquiétant tableau de la filière et met les décideurs au pied du mur : il est impossible de poursuivre le statu quo et des décisions doivent être prises maintenant !

Dans le cadre de ce rapport, ont été audité aussi bien EDF et Areva que des experts indépendants, des représentants du Réseau "Sortir du nucléaire" et de Greenpeace, ainsi que des travailleurs du nucléaire. Nous saluons cette volonté d'élargir les acteurs consultés et dénonçons fermement le mépris qui leur a été témoigné par certains membres de la Commission d'Enquête (tel M. Accoyer qui a qualifié le rapport de "partisan" et avait ostensiblement quitté la salle au moment de l'intervention de l'expert indépendant Mycle Schneider).

Ce rapport, corédigé par un tandem de parlementaires comportant un député peu susceptible d'être qualifié de partisan de la sortie du nucléaire (François Brottes), vient confirmer de nombreux problèmes sur lesquels nous alertons depuis des années : absence de décision des pouvoirs publics qui revient à acter le statu quo, croissance continue des coûts d'exploitation, non-maîtrise des travaux de maintenance, chiffres vertigineux des travaux à venir pour la prolongation des réacteurs, explosion des coûts de l'EPR, incertitude sur le montant du fardeau à venir du démantèlement et de la gestion des déchets, responsabilité dérisoire d'EDF en cas d'accident qui revient à une forme de subvention cachée, conditions de travail inacceptables des sous-traitants...

Malgré certaines affirmations un peu naïves sur la doctrine de sûreté française et la "transparence", les problèmes sont écrits noir sur blanc. Alors que se prépare officiellement un "projet de loi de transition énergétique", la balle est maintenant dans le camp du gouvernement. S'il prétend réellement réduire la part du nucléaire, il serait inacceptable que la loi, dont les grandes lignes vont être présentées dans les jours à venir, se contente d'acter un statu quo. Celui-ci laisserait toute

latitude à EDF pour décider de la politique énergétique du pays, sachant que l'entreprise n'a pas attendu de décisions du gouvernement pour mettre en oeuvre sa politique de prolongation.

Il est indispensable que soient posés dès maintenant des actes concrets permettant la fermeture des réacteurs les plus anciens et les plus dangereux et la planification d'une sortie du nucléaire et d'une vraie transition énergétique. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a déjà lancé une interpellation aux députés en ce sens et continuera à les solliciter pour qu'ils agissent afin que cette loi acte un véritable tournant.

Enfin, le gouffre financier qui se précise ne rend que plus urgente une transition vers les économies d'énergie et les économies renouvelables, non polluantes, beaucoup moins chères et fortement pourvoyeuses d'emplois locaux.

Télécharger le rapport :

